SECTION DU GERS
COMPTE RENDU DU CHSCT DU 04 JUILLET 2017

Présents :

- Administration : M HERNANDEZ, Mme SIGNORET, M SAURIGNY (uniquement le matin), Mme BETHENCOURT, Mme SIGAL(chef de service Logistique) , M LOMBARDO (AP)

- OS : FO Finances : Fabienne Lanougadère, Christine Lamarsaude ,Stéphane Martin, .

Solidaires : Bruno Laroche, Sylvie Lebeau, Hélène Perez ; Joel
CGT : Myrielle Berastegui, Michel Bronner.
Secrétaire-animateur : M Ement
ISST : M Espinat
Médecin de prévention : Docteur Dance

A l'ouverture de la séance, le Président rend hommage à Monsieur Jean-François Lisle.

I – Approbation des Procès-verbaux des réunions du 22/07/2016, 11/10/2016, 21/03/2017 et 28/03/2017 :

Ils ne peuvent être approuvés car aucun des PV n'est finalisé depuis octobre 2016.
Questionnement sur l'enregistrement des séances par Monsieur Ement : c'est une prise de notes sonore – pas de communication en copie aux organisations syndicales

Inspecteur Santé Sécurité au Travail (ISST) fait un constat des remontées des réunions de CHSCT au Secrétariat Général :
- un PV ne doit pas être un verbatim ;
- un non-respect des délais de présentation des PV (art 74 du décret).

Le Président précise que dans la mesure où personne n'est censuré dans ses propos, qu'il n'y a pas atteinte à la parité, il n'y a pas à communiquer l'enregistrement. Concernant les délais de production des PV, il propose de faire un rappel au règlement pour un effet pratique.

En conséquence, les documents non transmis au moins 8 jours avant le CHSCT, ne seront pas examinés.

II – Point sur l'avancement des PAP (plan annuel de prévention)
VIII – Bilan SSCT 2016

III – Tableau de Bord de Veille Sociale (TBVS) :

Pas de lecture linéaire, mais des commentaires :
Sur les écrêtements : lors de précédents CHSCT, le Président avait proposé de faire un rappel des règles aux agents concernés: cela a été fait.
Néanmoins, il considère que chaque agent organise librement sa journée de travail ,dans la mesure

où cela ne nuit pas à sa santé (pas arrêt de travail) et cette situation ne concerne que 2 % des agents. Il n' est pas constaté que l'augmentation de la charge de travail était proportionnelle à l'augmentation de l'écrêtement.
Le nombre de ces derniers lui semble plus intéressant : il baisse ainsi que celui des congés maladie :" Les fonctionnaires ne sont pas des fainéants ".
Pour les OS : certains agents font des journées de 10 à 12h et ce malgré la fermeture de certaines applications à 18h30.

Pour l'ISST la sécurité est importante à deux titres :

1°Dans les locaux : un agent seul dans un grand bâtiment ;

2°de la vie au travail (psychologique) : c'est une contrainte pour l'encadrement. C'est un comportement sans variation particulière des horaires. Mais, il y a une responsabilité juridique qui est un hors sujet pour le CHSCT. C'est aussi une question d'équilibre personnel.

En ce qui concerne les fiches de signalement transmises tardivement, le Président reconnaît le retard et indique qu'il a fait une remise à plat.
Selon les circonstances, il appelle et/ou écrit à l'usager, lorsqu'il y a des menaces et il incite l'agent à porter plainte et il écrit au Procureur.
L'agent-victime doit adhérer à l'action du Président car il sera auditionné par la gendarmerie et le Procureur.

Avant de passer à l'examen du Baromètre Social , il remercie Mme Bethencourt pour le TBVS, et demande si des suggestions sont à formuler.
Les OS souhaitent que les indicateurs soient les mêmes d'une année/ à l'autre pour faciliter les comparaisons et la lisibilité .

IV - Baromètre social :

Le Président constate que 46 % des agents du Gers ont répondu au questionnaire contre 44 % au niveau national. Le Gers n'est pas dans une situation particulière mais plutôt favorable au regard des conditions de vie au travail.
La situation mérite que l'on s'y attache : l'analyse en interne permet de constater que plus le cercle de décision est proche de l'agent et plus il est considéré positivment :

-ça va avec mon collègue proche,
-ça va avec l'équipe
-ça va moins avec la structure,
-ça va moins avec la DG ,

Mme SIGNORET a réalisé une analyse plus détaillée des chiffres de l'enquête, notamment concernant le cadre A. Elle a présenté les risques par rapport au climat social et par rapport à l'évolution de la DG :
1) causes des risques : le rythme du changement (trop rapide) ; la charge de travail ; le facteur temps (difficile de faire face, priorisation). Insatisfaction/ au travail, motivation en baisse sont un constat pour le Gers.
Il y a donc une attente forte sur les conditions de vie au travail.
2)Les ressources : fierté d'appartenir à la DG, valeurs reconnus : fort professionnalisme des agents, Qualité du service rendu , fonctionnement efficace et de qualité.
Matériellement, il y a équilibre entre vie personnelle et professionnelle, bon accès à la formation, applications informatiques positives.
Appréciation sur le collectif de travail : ambiance au travail (83 % positif), rôle de pilotage (chef de

service organise et reconnaît le travail fait), de soutien, disponibilité, sa proximité / à ses collaborateurs.

Cette analyse a été présentée lors de la Convention des Cadres A à Marsan , courant juin 2017. Une telle Convention pour les Cadres B et C sera organisée s'il y a des crédits ; à défaut, elle se tiendra en 2018.

Le Président propose des améliorations sur la conduite du changement et son accompagnement (pression temporelle, complexité du travail) par l'élaboration d'un Plan d'Action : Charte de l'encadrement, avec des éléments de langage, pédagogie, donner du sens (on est pas des robots, avoir l'impression de faire quelque chose qui n'est pas inutile) , mettre à disposition des outils à donner aux cadres.

FO Finances : beaucoup de petites structures dans le Gers, le développement de la dématérialisation enlève de l'intérêt au travail. Quid de la rémunération : prime caisse ou prime accueil (même agent pour les 2 missions).

Durant de dialogue de gestion, le Président ne donne pas d'objectif mais une fourchette pour la réalisation des missions. Il s'engage à ne plus évoquer l'âge des agents du Gers.
Le médecin rappelle que l'expérience permet d'aller plus vite, mais le vieillissement s'accompagne d'autres maux.

V – Point sur le budget du CHS-CT :

Le Président a écrit un courrier le 22/06/2017, suite au CHSCT de mars 2017 pour essayer de récupérer des crédits , la DG a répondu non pour l'instant. En effet, demande sera renouvelée en automne pour récupérer des crédits non utilisés par d'autres CHSCT.

ISST rappelle qu'effectivement l'employeur doit équiper ses agents. Mais, au MINEFI nous avons la chance de disposer des crédits du CHSCT.L'impératif de sécurité pour les travaux d'électricité impose l'achat des EPI. D'autant que le Groupe de Travail (GT) a approuvé l'affectation des sommes pour ces équipements. Le but du CHSCT c'est de préserver la santé et assurer la sécurité, par conséquent on priorise.

Au budget sont inscrites les dépenses suivantes : les EPI ;
les travaux de rénovation pour 3 bureaux ICE ;
pour les trésoreries : écrans, bras, lampadaires
les fauteuils seront la variable d'ajustement ;
Aménagements de postes.

Le Président souhaite que le Groupe de Travail fasse les arbitrages.

VI – Réorganisation des services chargés des missions domaniales et de la PIE :

Le Président informe de la réorganisation touchant les évaluations domaniales des 09-32-65 , transfert à Toulouse.
La charte du travail en matière domaniale a donné lieu à une concertation avec l'association des maires de France, le ministère de l'Intérieur. Les collectivités locales , à partir d'un certain seuil, peuvent solliciter le service des évaluations . En dessous du seuil, elles devront saisir le site Patrimoine.
RH : aucun agent 32 n'ira à Toulouse. Ils restent ALD.

Regroupement régional, reste au Gers la gestion avec 1 B.

FO Finances constate la perte de substance du Gers : perte des Domaines, du Contrôle Fiscal, des Recettes diverses, RH.
La réorganisation est soumise au vote : toutes les OS : contre.

VII – Exercices d'évacuation :

L'Assistant de Prévention présente le compte rendu des exercices effectués au CFP , rue Leconte de Lisle à AUCH, et à CONDOM. Globalement, tout s'est bien passé : pas de retour en arrière, sortie des bâtiments en des temps courts .
Il est nécessaire de faire un rappel des consignes :

- le gilet jaune doit être pris par le premier Cadre A+ ou A qui sort du bâtiment.
- Resitution des brassards par les agents qui n'exercent plus la mission de serre-file (retraite, mutation).
- Obligation d'obéir à un ordre d'évacuation. C'est de la responsabilité aussi de chaque agent à titre personnel.

Le Président remercie Antony LOMBARDO pour son implication dans cette activité. Suite à son départ, par mutation, il informe qu'il sera remplacé par Mme FERRARI.

IX – Point sur les aménagements de poste :

Le médecin constate que toutes les demandes d'aménagement de poste ont été satisfaites par l'administration.

X – Fiches de risques professionnels :

Le médecin détaille les agents ayant eu une visite annuelle obligatoire.
BDV : 8 agents à 5 : car transfert à la DIRCOFI ;
Auditeurs : 3
Equipe de renfort : 12 à 9 , dont des agents permanisés au SPF(2), PRS (1) ;
Agents ayant une mission accueil-caisse : 9 à 10 : exposition à des situations de risques ;
Agents ayant d'autres accueils (Trésoreries) : si on détecte quelque chose

XI – Projets immobiliers :

1) Politique immobilière de l'Etat et conditions de vie au travail des agents du SIP/SIE de Mirande : Analyses différentes entre Antenne Immobilière (possible installation définitive Rue des Genêts), la représentante du SGAR (refus); L'installation définitive rue des Genêts requiert des crédits supplémentaires. Inquiétude des agents de rester soit longtemps soit de façon pérenne.

Face aux analyses divergentes, l'ISST propose d'y aller avec l'Antenne Immobilière pour faire le tour des problèmes de sécurité, et proposer son avis au CHSCT.
2 Algeco sont mis en service (électricité, informatique).
La trésorerie de Mirande reste , pour l'instant à sa place.
La Trésorerie de Fleurance va s'installer dans les nouveaux locaux à partir du 01/11/2017.

2) Déménagements prévus au sein des bâtiments du CFP d'Auch au 1er septembre 2017 : le but est de restructurer et rationaliser les services. Mme Bethencourt a fait des propositions aux divers chefs de services, plans des locaux en main. Lesquels en ont discuté avec leurs

agents.
Un ergonome doit passer concernant l'emplacement de la caisse unique.
Concernant ICE, changement de chef de service : Mme FERRARI aura la mission d"AP et la responsabilité de la problèmatique immobilière (transfert, travaux).

Les agents du SPF sont satisfaits des travaux , ils en remercient le CHSCT ;

3)Réfection du troisième étage de la DDFIP : transfert du PGF avec 14 temps plein. A la place du PGF, installation de la Trésorerie Auch-Ville. Ces locaux resteront à la discrétion du Préfet (location à d'autres administrations, vente).
La Délégation des Services Sociaux , soumise à l'avis du Secrétariat Général, devrait être installée Place Jean David. Avec une attention particulière sur la signalétique, la salle d'attente pour la confidentialité des rendez-vous.

XII – Fiches de signalement, relevés d'observation, accidents de travail,

Rien à signaler.

XIII – Compensation du temps de trajet lors des déplacements pour formations et réunions

Le Président est en attente de la note nationale en la matière étant donné le refus des OS opposés à ses propositions présentées en CTL du 28 février 2017.

XIV – Questions diverses.

Affectation de 2 Inspecteurs principaux, le Président attend de les recevoir pour leur proposer une affectation. Néanmoins, 1 sera affecté à l'audit et le 2ème au Pôle ICE-PCRP;
M SOLER , prend en charge le PTGC, et est adjoint au chef du SIP Auch.
Mme MASSE reste la correspondante du RPIE, et est l'adjointe de M BRIAL (PGP)

Problématique du service comptabilité de la DDFIP32 : (un suicide, des départs à la retraite, 2 agents sur 3 en arrêt maladie, 1 seul cadre A sur l'entité Compta produits divers RNF), la complexité et la technicité de Chorus, les missions essentielles de centralisation comptable quotidienne et opérations multiples, l'audit Cour des Comptes.
Aide ponctuelle apportée par Corinne NEAU CONSUL (trésorerie de Gimont) et Mme COSTES (Bil).
Des remerciements appuyés sont énoncés par le Président.
FO Finances : nécessité de former un agent de l'EDR à Chorus comme cela se pratique dans d'autres départements : le Président est d'accord et précise que cela sera fait .
Une équipe à 3 agents : même problématique qu'une petite structure
Une comparaison avec les départements limitrophes de catégorie 4 , sur le nombre d'agents du service Compta de la DDFIP32, montre le Gers bien en deçà des pratiques (minimum 4 agents)

LES REPRESENTANTS FO FINANCES :

Christine Lamarsaude- Fabienne Lanougadère -Stéphane Martin

Compte rendu CDAS du 27/06/2017

Sous la présidence de Mme Signoret, AFIP
5 points étaient inscrits à l'ordre du jour :

1/ Approbation du dernier PV du 4 avril 2017 à l'unanimité

2/ Bilan activité 2016 :
Les crédits alloués s'élevaient à 16000,00€ en 2016, 15960,27€ ont été utilisés.
De nombreuses sorties et activités ont été mises en place et ont rencontré un franc succès (sortie Walibi, karting, journée cinéma, sortie Pic du Midi, vol planeur, cours de cuisine) pour un côut total de 6806,00€
L'arbre de Noël pour un côut de 4736,00€ .
L'aide à la parentalité au travers de l aide au permis de conduire , l 'aide aux devoirs, les chèques rentrée scolaire a nécessité 2816,00€ .
Un voyage pour les retraités conjointement avec les Landes et le Lot et Garonne à hauteur de 1432,60€, non reconduit en 2017.
Du matériel pour équipement coin repas à hauteur de 169,69€.
En outre, initiation gratuite à la sophrologie pour 12 séances (11 agents) Auch dans le cadre de la validation du diplôme du sophrologue.

3/ Situation des restaurants financiers
La situation est très préoccupante pour le site de Condom à cause d'une très faible fréquentation (environ 12 sur un potentiel de 28),thème déjà évoqué lors du CDAS précédent, départ en retraite de la cuisinière (agent berkany) en fin d'année. Les solutions envisagées : livraison de repas par le prestataire Ansamble ?convention avec l'hôpital? ,tickets restaurant ? Pas de solution définie en séance.
La situation du restaurant d'Auch est aussi évoqué car la fréquentation quotidienne (environ 65) est insuffisante au regard du prestataire pour maintenir le prix actuel du repas . Donc une possible augmentation des tarifs
L'Administration a évoqué une possible remise en cause des coins repas non répertoriés car cela pose problème au niveau hygiène et responsabilité du Directeur.

4/ Budget 2017
même enveloppe qu'en 2016 soit 16000,00€
Un point sur les sorties envisagées (voir notre précédent compte rendu) : la date de la sortie Walibi a dû être déplacée donc moins d'inscrits (38 personnes au lieu de 62) La sortie à Artouste prévue le samedi 1er juillet 53 participants (sortie repoussée en septembre à cause d'un mauvaise météo), sortie Béarn le 23 sept, activités, sortie bowling , autres activités restent à définir (golf , paint ball, accrobranche…)
Décision prise pour la reconduction des cadeaux à hauteur de 40 € et même montant pour les chèques cadeaux.
Donc comme l'an passé, de nombreuses activités culturelles et sportives sont proposées aux agents du département .

5/ recrutement du prochain délégué
Départ de notre délégué des Services Sociaux Olivier Dupouy au 1er mars 2018 pour réintégration dans les services à sa demande .
La procédure de recrutement du nouveau délégué sera mise en place à partir de septembre 2017 par un appel à candidature vers les cadres B ou C pour une audition des candidats en novembre .

6/ questions diverses
Communication par Mme Signoret sur les réaménagements immobiliers envisagés au sein de la DDFIP32 dans le cadre du schéma directeur de l'immobilier régional , de la rationalisation des locaux domaniaux, toujours dans un souci d'économie budgétaire

- déménagement du pôle PGF (direction) des locaux de la rue Leconte de Lisle vers la DDFIP dans les bureaux du 3ème étage après réaménagement (ancien logement de fonction).
- Les locaux libérés au PGF permettraient d'accueillir la TP d'Auch Ville
- Réaménagement des bureaux du rez de chaussée de la DDFIP des Domaines et local cuisine actuel pour accueillir les collègues des services sociaux et le médecin de prévention

Les représentants FO Finances en CDAS : Fabienne Lanougadère et Gilles Lange